

Masseurs-kinésithérapeutes : contribution au Grand débat national



© 2019 Les Echos Publishing

3 000 praticiens ont participé à l'enquête lancée par le CNOMK via un questionnaire en ligne sur son site, avec des profils très variés tant sur l'année d'obtention du diplôme, que sur leur lieu d'exercice, leur statut libéral ou salarié... Plusieurs éléments forts ressortent de cette consultation.

Les praticiens font notamment état d'un manque de reconnaissance. Ils jugent notamment injuste la hiérarchie face aux médecins. Ils réclament également l'accès direct des patients en première intention ainsi qu'un élargissement de leurs compétences, et le droit de prescrire.

Ils aimeraient également qu'une meilleure répartition territoriale soit mise en place avec, par exemple, la suppression ou l'abaissement du numerus clausus, des quotas dans les grandes villes, ou encore une incitation à s'installer dans les campagnes.

Ils abordent enfin les freins administratifs et financiers à la pratique, comme la pression financière (investissement cabinet, équipement, formation), le coût des cotisations, le temps administratif trop important par rapport au temps consacré à soigner...

Pour consulter la synthèse : www.ordremk.fr

